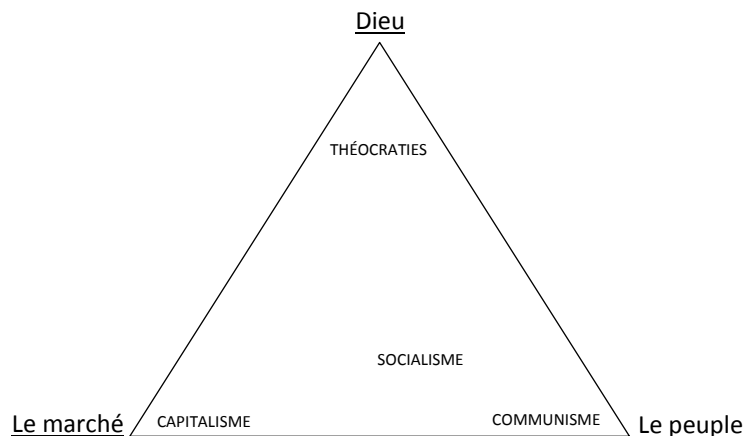


LE RISQUE GEOPOLITIQUE

Si on se livre à une analyse historique, on peut remarquer que les systèmes politiques que le monde a connus, se sont centrés sur 3 référentiels puissants : Dieu, le marché et le peuple. Un petit schéma permet de préciser notre pensée, à l'aide du triangle suivant :



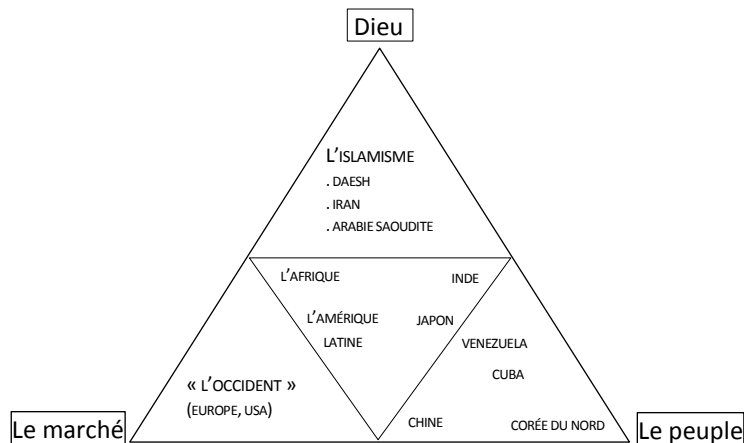
Lors des périodes pré-industrielles (Antiquité, Moyen-Age), le marché incarne un pôle relativement faible par rapport aux religions ; quant au peuple, à part le modèle athénien, il est fort peu représenté dans les institutions qui contrôlent le pouvoir. Celles-ci sont aux mains, soit des « nobles », soit de l'armée, la plupart du temps au service des « nantis ». Avec l'industrialisation, les structures politiques ont progressivement changées : le rôle du marché s'est amplifié, renforcé par l'émergence du « libéralisme économique ». Dans ce contexte, le rôle de la Grande-Bretagne a été considérable et la place financière de Londres a joué sa fonction de catalyseur en favorisant l'apparition de la « société par actions », base du capitalisme moderne.

Dans le même temps, « la philosophie des lumières » apparue au XVIII^{ème} siècle a préparé la Révolution Française, qui a permis la prise de pouvoir du peuple et l'avènement de la démocratie. Après le retour des monarchies à la suite de Waterloo, l'aristocratie a regagné le pouvoir, en particulier après l'échec de la révolution de 1848 en Europe. Seul la France a rétabli la république en 1870, après la guerre franco-prussienne. L'autre événement marquant a été l'arrivée du pouvoir par le « prolétariat » en 1917, en Russie. Les premières mesures prises par Lénine ont été, d'une part, d'éliminer la religion (Staline a surenchéri en fermant les églises et en exterminant les papes) et, d'autre part, de nationaliser l'économie russe. On retrouve les mêmes tendances dans l'Allemagne hitlérienne, à partir de 1933, le peuple servant alors de « paravent » pour mener une politique raciste et belliciste, qui a conduit le monde au désastre de la Seconde Guerre Mondiale. Le fascisme italien et le militarisme japonais de l'époque relevaient des mêmes conceptions. La défaite des puissances de l'Axe, en 1945, a conduit à la « guerre froide » entre les Etats-Unis et l'URSS, c'est-à-dire contre le capitalisme et le communisme ou autrement dit : « le marché » contre le « prolétariat », substitut du peuple dans le langage marxiste. La chute du Mur de Berlin a amené le reflux du communisme traditionnel, désormais réduit à la Corée du Nord, à Cuba et au Venezuela (ces deux derniers pays laissant au « marché » une portion congrue). Quant à l'autre géant communiste, la Chine, il a adopté un système mixte, où le capitalisme importé de l'Occident coexiste avec les structures politiques léguées par Mao ; on pourrait alors parler de « capitalisme d'Etat ».

Enfin, la révolution iranienne, puis le « 11 septembre » (2001) ont marqué le retour en force de la religion. L'islamisme a comblé en quelque sorte le vide laissé par la chute du communisme en tant qu'adversaire de l'Occident. Etant aussi fortement « anticapitalisme » (les Etats-Unis représentent pour lui le « Grand Satan »), il marque le retour de Dieu (Allah) au premier plan. Compte tenu de l'importance de la religion musulmane dans le monde (plus d'un milliard de fidèles) l'affrontement de l'Islam et de la civilisation occidentale, adepte du libéralisme économique, donne raison à Samuel Huntington qui prévoyait un XXI^{ème} siècle enfiévré par le « choc des cultures ».

D'un point de vue concret, nous pouvons actualiser notre schéma initial par le descriptif ci-joint, où nous reprenons nos 3 pôles traditionnels : Dieu, le marché et le peuple.

Voilà comment nous pouvons l'illustrer :



Nous pouvons en tirer de nombreux enseignements. Tout d'abord, l'émergence de conflits de nature religieuse qui se sont multipliés depuis quelques décennies : les guerres entre sunnites et chiites (Irak, Yémen, Syrie) servant d'exutoire à l'opposition profonde entre l'Iran et l'Arabie Saoudite ; la prolifération de mouvements « islamistes » partout dans le monde (Al-Qaïda, Daesh, Boko Haram, etc), la persécution des Rohingyas musulmans par la majorité bouddhiste du Myanmar ; la prise de pouvoir des hindouistes modérés en Inde. On pourrait également mentionner les « printemps arabes » qui ont favorisé, tout au moins au départ, l'action des Frères Musulmans, partisans de la « charia » (Tunisie, Egypte). Enfin, notons l'importance prise par les mouvements religieux aux Etats-Unis, en particulier les évangélistes qui font preuve de prosélytisme et sont également actifs en Afrique et en Amérique Latine.

En ce qui concerne la « dictature du prolétariat » incarnée par le communisme, elle ne subsiste plus qu'en Corée du Nord sous la forme d'une monarchie « rouge », à Cuba et au Venezuela. Pour le reste, c'est le capitalisme qui semble avoir triomphé sur l'ensemble de la planète, en s'étendant à l'Asie, à l'Afrique et à l'Amérique Latine. Il s'oppose également frontalement à l'islamisme combattant, à la fois au Moyen-Orient et dans le Sahel. Ce conflit profond pourrait se poursuivre de nombreuses années, tant les positions des deux systèmes apparaissent irréconciliables. La victoire définitive du capitalisme ne pourra être obtenue que par la persévérance : éradication du « salafisme » guerrier, efforts en faveur de « l'éducation » des masses musulmanes, d'une part, et réduction des inégalités à l'intérieur des pays et entre les pays ; neutralisation de la Corée du Nord, avec le concours de la Chine.

Il est clair que ces considérations géopolitiques sont susceptibles d'influencer grandement l'évolution de l'économie mondiale, dans les prochaines décennies.

Bernard Marois